

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 2

Artikel: Sécurité par la coopération, la nouvelle stratégie de la Suisse : quelques réflexions au niveau de la stratégie et de la politique
Autor: Brunner, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345966>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sécurité par la coopération», la nouvelle stratégie de la Suisse...

Quelques réflexions au niveau de la stratégie et de la politique

Les rapports du Conseil fédéral sur la politique de sécurité de la Suisse, inaugurés avec le remarquable Rapport du 27 juin 1973, ont pour but de justifier, sur la base d'une analyse aussi rigoureuse que possible, des facteurs pouvant affecter la sécurité du pays, un programme visant à assurer cette sécurité, donc à sauvegarder la liberté de décision des autorités, à prévenir et à combattre des actions qui menaceraient nos intérêts légitimes. Chacun de ces documents présentent donc une conception de la stratégie de la Suisse.

■ **Col EMG Dominique Brunner**

Nous savons que l'on inclut dans le terme «politique de sécurité» des dangers qui n'émanent pas de décisions ou d'actions hostiles de forces politiques indigènes ou étrangères (Etats ou autres groupes organisés); il nous semble pourtant essentiel de ne pas perdre de vue ce qu'est la stratégie.

Qu'est-ce que la stratégie?

Sa nature, disait le général André Beaufre, c'est ce jeu abstrait qui résulte de la contradiction de deux volontés. Il s'agit de l'art de la dialectique des volontés qui se servent de la force ou de la coercition pour résoudre leur problème. Dans le cadre de cette dialectique des volontés, ajoutait-il, la décision devient une réaction psychologique que l'on veut provoquer chez l'adversaire: on veut le convaincre qu'il est inutile d'engager ou de poursuivre le combat. Dialectique des

volontés et coercition sont donc l'essence de la stratégie.

La «coercition» indique clairement que la stratégie n'a pas seulement pour objet l'emploi de la force brutale, donc militaire, à quoi on l'a trop longtemps réduite. Pour imposer la décision, disait encore Beaufre, la stratégie dispose de toute une panoplie de possibilités matérielles et morales, depuis les tirs nucléaires jusqu'à l'accord commercial et la propagande. L'art de la stratégie consiste donc à choisir certains des moyens disponibles et à synchroniser leurs effets, de manière à ce que l'effet psychologique décisif puisse être obtenu, en d'autres termes que l'adversaire accepte les conditions qu'on lui impose. Vu sous cet angle, le vaste éventail de dangers et de menaces présenté dans le Rapport du Conseil fédéral constitue la base de la démarche stratégique visant à la sauvegarde de nos intérêts.

On ne peut pas, de bonne foi, contester l'analyse de base que présente le Rapport. Il faut ap-

prouver la prudence qui, en définitive, le guide dans l'appréciation de l'évolution dans le futur. Même s'il ne perçoit pas de menaces militaires classiques qui pourraient se matérialiser dans un avenir prévisible, il n'écarte pas la possibilité qu'elles surgissent à nouveau et insiste sur la nécessité de rester en mesure de renforcer, le cas échéant, la capacité de défense militaire du pays. Sur le plan de la théorie, c'est relativement facile. Bien plus exigeantes seront les solutions pratiques qu'il faudra trouver. La nouvelle conception donne déjà deux réponses à ces difficultés: la flexibilité en matière de politique de sécurité et la coopération.

Flexibilité en politique de sécurité

La flexibilité s'impose en raison de l'incertitude quant à l'avenir, également en raison de la complexité des problèmes qui relèvent de la politique de sécurité. Elle s'impose enfin en raison du rythme auquel les choses changent à notre époque

sous l'influence des innovations technologiques. Il y a quelques décennies, il était déjà risqué de prévoir l'avenir à plus ou moins long terme, mais cela n'a jamais empêché les hommes de se lancer dans ce genre de spéculation. Le général Beaufre – toujours lui – remarquait en 1967, dans *Bâtir l'avenir*: «De même, au risque de décevoir, je m'abstiendrai des extrapolations ambitieuses sur l'an 2000, parce que je les crois objectivement impossibles: qui eût prévu en 1935 l'état de l'Europe et du monde en 1965? Qui même, dix ans plus tard, aurait osé prédire en 1945 le relèvement économique de l'Europe tel que nous l'avons observé? Il faut être très prudent et se limiter au possible».

C'est évidemment encore bien plus vrai aujourd'hui. Après les expériences des années 1990, nous devrions en être conscients pour tout ce qui touche à l'évolution politique, stratégique et économique: la récession économique n'a pas rapidement pris fin comme le pronostiquaient tant d'experts; l'ordre mondial et stratégique s'est effondré en quelques années; la guerre a fait sa réapparition en Europe et la plus grande puissance, les Etats-Unis d'Amérique, et ses divers alliés se sont montrés incapables de régler durablement des conflits graves, en dépit des victoires militaires qu'ils avaient remportées.

Ainsi la plus grande prudence est-elle de mise. Il n'est pas sérieux de prédire ce qui sera, même dans dix ans, à l'exception naturellement de ce qu'on appelle les tendances lourdes



Une flotte de F/A-18 est une composante dans l'art de la dialectique des volontés... (Photo: McDonnell Douglas Corp.)

de l'histoire, en particulier la démographie. Dans de vastes régions du monde, la population s'accroît d'une manière explosive alors que, dans de grandes parties du vieux monde, on assiste à un vieillissement marqué de la population. Dans un Etat en crise comme la Russie, on observe même une baisse dramatique de la durée moyenne de la vie, tombée pour les hommes à moins de 60 ans.

La démographie est un facteur fondamental de stabilité ou d'instabilité politico-stratégique. Elle n'est pas seulement la cause de migrations; lorsqu'elle devient galopante, elle crée, comme Gaston Bouthoul l'a démontré, une prédisposition dangereuse à la violence. La guerre a été plus ou moins endémique après 1945, là où il y avait une croissance marquée

de la natalité, là où il y avait une proportion importante d'hommes jeunes, n'ayant pas ou peu de travail, disponibles pour des aventures et des expéditions caractérisées par l'emploi de la force.

Durant la guerre du Kippour en octobre 1973, le chef de l'Etat-major général égyptien, El Chazli, répond en haussant les épaules à un journaliste, qui l'interroge sur les pertes quotidiennes subies par les forces égyptiennes: en Egypte, il y a tant d'enfants qui naissent chaque jour... Une des raisons de la volonté du Gouvernement serbe de chasser ou de massacrer la population albanaise du Kosovo réside dans la fécondité des Albanais, beaucoup plus importante que celle des Serbes. La démographie éclaire également la course aux armements nucléaires entre l'Inde et

le Pakistan; ces deux Etats connaissent une croissance inquiétante de leur population. L'Inde, qui avait quelque 400 millions d'habitants en 1947, en compte désormais près de 1 milliard. Les deux protagonistes connaissent des tensions religieuses; de plus, ils ont des revendications territoriales. Tout cela est a priori lourd de périls!

L'imprévisibilité de l'avenir, même en Europe, doit inciter à la prudence et à la souplesse intellectuelle. C'est sans doute là que réside le grand mérite de la nouvelle conception de notre

politique de sécurité. On ne veut pas se lier les mains par une interprétation mythique et trop restrictive de la neutralité qui est, effectivement, un instrument qui a bien servi et qui peut continuer de servir si on l'utilise intelligemment. Nul besoin de l'abandonner. Heureusement le Conseil fédéral ne songe apparemment pas à ajouter à son fameux objectif stratégique d'adhérer à l'Union Européenne celui d'entrer à l'OTAN. Ce n'est pas nécessaire, mais cela ne veut nullement dire qu'on ne puisse pas collaborer à plusieurs titres avec des

pays membres de l'Alliance atlantique.

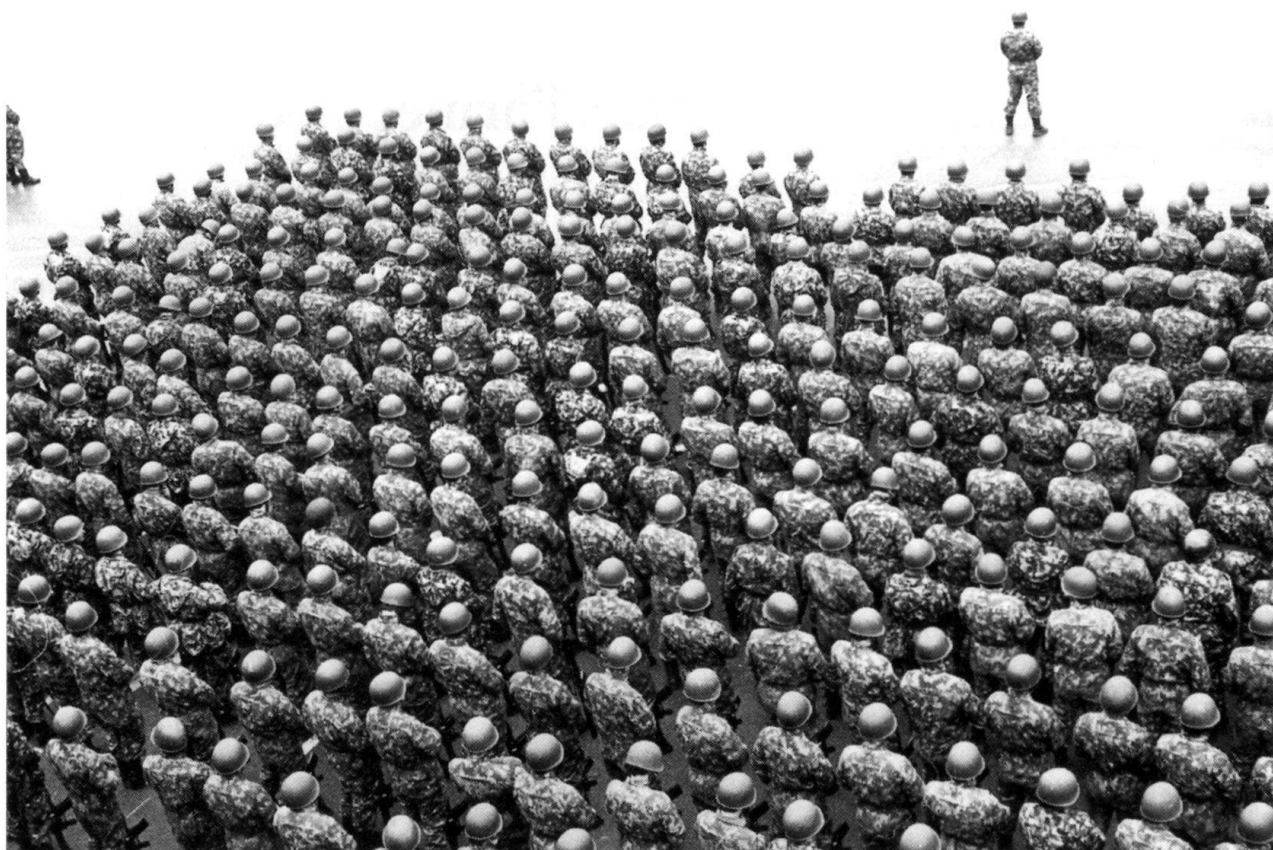
« Sécurité par la coopération »

La nouvelle conception est intitulée « Sécurité par la coopération ». Cette coopération, bien réfléchie, recherchée et acceptée en vertu de nos intérêts bien pesés, est non seulement nécessaire, elle est inévitable. Elle n'est pas aussi révolutionnaire que certains le laissent entendre. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le général Guisan entretenait des contacts avec l'Etat-major général français, qu'on lui a reprochés jusque dans un passé récent. Guisan avait totalement raison! Si la France ne s'était pas effondrée en quelques semaines, si elle avait su résister à la Wehrmacht et si celle-ci avait tenté, dans de telles circonstances, de l'envelopper par le territoire suisse, on aurait été très reconnaissant au Général. On ne peut donc que lui reprocher d'avoir – comme presque tout le monde, Winston Churchill inclus – surestimé la puissance militaire de la France.

Il faudra cependant agir avec intelligence et circonspection, ne serait-ce que pour des raisons de politique intérieure, mais surtout pour sauvegarder nos intérêts. Nous ne sommes pas une quantité négligeable, même pas sur le plan militaire, bien que la fameuse Armée 95 a réussi, en quelques années, à ébranler le respect dont l'Armée 61 jouissait auprès des gens compétents à l'étranger. Pour coopérer avec succès, tout



C'est seulement dans le cadre d'une coopération internationale que des mesures efficaces sont envisageables contre la menace que représentent les missiles. Ici le tir d'un missile Harpoon (Photo: McDonnell Douglas Corp.)



La montée en puissance de notre armée doit rester possible, même si on ne perçoit pour l'instant pas de menaces militaires classiques qui pourraient se matérialiser dans un avenir prévisible. (Photo: div méc 1)

en défendant ses intérêts, on doit être estimé et respecté.

L'armée, contrairement aux inepties que répandent les partisans d'une nouvelle réduction des crédits militaires après la saignée qui leur a été imposée depuis 1990, doit être apte à remplir ses missions, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières. Cela suppose des moyens financiers suffisants. Ils ne le sont plus ! Cela suppose une instruction sérieuse, comme elle se pratiquait jusqu'à la fin des années 1980, notamment une formation et un entraînement pratique des cadres répondant aux exigences que posent les situations de crise et – *horribile dictu* – le combat. Cela suppose un armement

et un équipement adéquats conformes aux multiples missions dont on charge cette armée.

Pour qu'on y parvienne, il faudrait renoncer à l'autosuggestion qui justifie de ne pas faire ce qui devrait être fait. On tombe sur de l'autosuggestion dans le Rapport du Conseil fédéral, là où on se plaint de la diminution de nos ressources du point de vue des finances et des effectifs. Nous n'avons pas d'excuses ! La Suisse reste l'un des pays les plus riches du monde... S'il est vrai que la natalité suisse a baissé, il ne faudrait pas passer sous silence la natalité chez les étrangers en Suisse. Qu'on les assimile ! La Suisse l'a remarquablement réussi durant tout le XX^e siècle.

Il n'est pas question de levée en masse, que nous avons d'ailleurs pratiquée par le passé, mais simplement d'effectifs conformes aux besoins.

Revenant à la grande question de l'avenir, nous terminerons par une mise en garde : ne misons pas trop sur la volonté politique des Européens de mettre en œuvre cette « identité de défense » européenne dont on parle depuis dix ans ! La crise yougoslave a mis à nu l'incapacité des Européens d'agir dans des situations graves, sans la conduite et une participation massive des Etats-Unis. Etre prêt à la coopération ne dispense pas de faire soi-même des efforts, voire de gros efforts.

D. B.